

Usufruit locatif, Perl et Erilia s'associent pour construire en zones tendues



Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle Aquitaine, ces trois régions ont été définies par Perl, filiale de Nexity et Erilia comme des zones stratégiques de construction. Ambition ? Construire 450 logements sociaux, intermédiaires et abordables, en zones tendues, dans les trois ans. Avec quels outils ? L'usufruit locatif social et locatif intermédiaire (ULS et ULI).

L'idée provient à la fois de l'énorme potentiel d'épargne actuellement disponible et du peu de produits financiers proposé ce dont Tristan Barrès, directeur général de Perl, se fait l'écho : «L'épargne privée disponible est abondante. Elle doit être davantage utilisée pour renforcer la production de logements abordables en complément de la production classique.»

Du côté d'Erilia

«Ce partenariat nous permet d'offrir une solution complémentaire à nos offres habituelles, précise Frédéric Lavergne, directeur général d'Erilia. En zone tendue, le dispositif d'ULS a déjà fait ses preuves, d'ailleurs nous l'éprouvons depuis plus de 10 ans. Ce partenariat avec Perl, leader de ce dispositif, viendra ajouter une brique à nos solutions immobilières traditionnelles.»

En savoir plus sur Perl

Perl est un spécialiste en investissement en nue-propriété adossé à l'usufruit locatif « ce qui permet de produire du logement abordable en mobilisant de l'épargne privée et en construisant en cœur de villes et dans les grandes métropoles où croît la tension foncière. » La promesse de l'entreprise ? « Produire des



logements à loyers abordables sur l'ensemble du territoire, en mobilisant une épargne privée, socialement responsable et économiquement performante. »

Qu'est-ce que l'usufruit locatif?

Le modèle d'Usufruit locatif social associe investisseurs privés, collectivités locales et bailleurs sociaux dans la production de logements, neufs ou anciens. Il repose sur un démembrement de propriété: l'usufruit du bien est détenu par un bailleur social tandis que sa nue-propriété appartient à un investisseur privé. Le bailleur social loue les logements à des ménages sous conditions de ressources, moyennant des loyers sociaux ou intermédiaires. Le nu-propriétaire, quant à lui, ne perçoit aucun loyer mais il bénéficie d'un régime fiscal favorable et le bailleur social lui garantit la libération du bien et sa remise en état à l'échéance de la convention.



Exemple de construction DR

Avantages de l'usufruit locatif social

Pour l'acquéreur de la nue-propriété Ce dispositif d'investissement locatif connaît un succès croissant. En effet, l'acquéreur de la nue-propriété achète un bien immobilier pour un prix réduit par rapport à sa valeur en pleine propriété et bénéficie d'avantages fiscaux (intérêts d'emprunts déductibles d'éventuels revenus fonciers, réduction de la base imposable à l'ISF) pendant le démembrement de propriété; l'usufruit locatif social peut également être utilisé comme outil de transmission du patrimoine.

Pour le bailleur social

L'acquisition de l'usufruit peut être intégralement financée par les loyers ;



Pour la collectivité locale

Les logements entrent dans le quota de logements sociaux de la loi SRU ;

Pour les pouvoirs publics

Le dispositif permet d'augmenter l'offre de logements sociaux là où leur financement est le plus difficile, en **zone tendue**, sans qu'il soit nécessaire de les subventionner.

Dans le détail

Le démembrement de propriété consiste à séparer la pleine propriété d'un bien en la partageant entre la nue-propriété (droit de disposer du bien) et l'usufruit (droit d'usage du bien, c'est l' « usus » mais aussi droit d'en percevoir le « fructus », les loyers). Ainsi, en démembrant un bien, il y a la personne qui possède le bien et celle qui l'utilise. C'est sur ce principe que l'usufruit locatif social s'est basé pour compléter les différents modes de financement du logement social. Depuis 2006, ce nouveau mode de financement est d'ailleurs encadré par la loi ENL (Engagement National pour le Logement).

Ce type de programme se développe donc dans de nombreuses villes, notamment celles qui connaissent une importante tension foncière et qui doivent développer leur offre de logements sociaux. Avec le mécanisme de l'usufruit locatif social, l'investisseur fait l'acquisition de la nue-propriété d'un bien immobilier neuf et il n'en paie en moyenne que 60% du prix. Ce montant peut varier entre 50 et 70% selon la durée de l'usufruit notamment, mais dans tous les cas, il n'achète donc que la nue-propriété du logement.

L'usufruit de ce même bien est alors acquis par un bailleur social pour une durée qui peut s'étendre de 15 à 20 ans. C'est ce même bailleur social qui est en charge de louer le bien sous condition de ressources, d'où la notion d'usufruit locatif « social ». L'acquéreur de la nue-propriété n'a donc pas à se soucier de la gestion locative du bien puisque c'est le bailleur social qui s'en charge et qui, d'ailleurs, en perçoit les loyers. Cet usufruit est temporaire, il est définit par la durée du bail signé.

A terme, c'est l'acquéreur de la nue-propriété qui récupère la pleine propriété du logement. A lui de choisir de poursuivre la location (avec ce même locataire ou non) ou de revendre le bien. Il peut aussi très bien choisir d'y habiter. Dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de décider de donner congé au locataire 6 mois avant la fin de l'usufruit. (Source Notaires.fr)

Erilia en chiffres en 2020

Erilia réalise un chiffre d'affaires de 388,9M€, loge 127 816 personnes, a mis 1 290 logements en chantier et en a livré 248. La société à mission accueille 910 collaborateurs dont 614 sont dévolus aux services de proximité. Erilia est agréée organisme de foncier solidaire pour les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Occitanie, Corse, Nouvelle Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes. Son cœur de métier ? la construction en maîtrise d'œuvre directe, en acquisition amélioration, en Vefa (vente en état futur d'achèvement) en aménagement, accession sociale à la propriété, en vente de patrimoine et gestion de co-propriété. www.erilia.fr







Exemple de construction DR

Et si l'on créait un drive de produits fermiers ?



Ecrit par le 19 avril 2025



La <u>Chambre d'agriculture</u> Provence-Alpes-Côte d'Azur organise un webinaire destiné aux agriculteurs de la région. Le thème : « Comment mettre en place un drive de produits fermiers ? », mercredi 12 janvier de 13h30 à 15h00.

L'agriculture évolue, les modes de commercialisation des produits agricoles aussi. Vendre directement ses produits, c'est tentant... mais comment s'y prendre ? Créer une boutique en ligne, installer un drive de produits à la ferme, utiliser un distributeur automatique collectif avec d'autres producteurs... Les solutions existent, chacune présente un certain nombre d'avantages et de contraintes.

Ce webinaire est animé par des conseillers experts des chambres d'agriculture, qui présenteront les démarches, les services et les outils spécifiques conçus notamment dans le cadre de la marque « Drive fermier Bienvenue à la ferme ». Des témoignages de porteurs de projet viendront également nourrir le partage d'expériences.

Participation gratuite sur inscription préalable. Enregistrement en ligne : cliquez ici.

L.M.



ECF SPS, quand la formation explose les compteurs

'Si les besoins de formation sont en plein boum, la réglementation en fait un marché très étroit où peu d'entreprises sont capables de répondre à la demande.'

Gilbert Cassar, acteur de référence de la formation dans les métiers du transport, de la logistique, du BTP (Bâtiment et travaux publics), de la sécurité et réseau d'écoles de conduite en Provence-Alpes-Côte d'Azur évoque le marché de la formation. Si la demande explose dans ce secteur, le poids de la règlementation et la chape administrative n'offrent que peu de latitude pour absorber une demande croissante.

«D'après nos propres estimations et en regard des flottes privées et publiques de poids-lourds, il manquerait environ 1 million de chauffeurs en France, précise Gilbert Cassar, Directeur-général d'ECF SPS. En septembre, L'ambassade du Canada a même demandé à la France de lui fournir des chauffeurs routiers pour travailler au Québec. Ainsi, ECF France et ECF SPS Avignon sont diligentées pour évaluer les chauffeurs français ayant postulé à l'ambassade du Canada avant que de leur proposer d'entamer une nouvelle vie là-bas. Le Canada y met d'ailleurs les moyens puisqu'il offre d'accompagner le conjoint dans ses démarches de recherche d'emploi et œuvre à l'installation de la famille afin de fidéliser les futurs salariés.»

Le Brexit

«L'Angleterre est également très en demande, malmenée par un Brexit qui a notoirement ralenti ses propres échanges avec les pays voisins, induit de fortes contraintes administratives liées aux entreprises, fait fuir les chauffeurs routiers étrangers, pâtit d'une vie économique plus chère qu'en France, sans compter le changement de monnaie... Le fret par containers a, dans un même temps, considérablement augmenté alors que le transport de marchandises dans l'intérieur du pays ne peut se faire faute de chauffeurs, carençant durablement l'approvisionnement des entreprises et des particuliers.»

Pénurie de chauffeurs-routiers

«Pourquoi sommes-nous en pénurie de chauffeurs ? Très longtemps notre pays n'a pas beaucoup recruté, nombre d'entreprises choisissant de travailler en 'cabotage', c'est-à-dire via une autorisation temporaire accordée par l'Union Européenne pour réaliser une livraison de marchandises dans un autre pays de l'Union et sans passer par l'hexagone. Également, les entreprises formaient parfois des équipages de 2 chauffeurs par camion afin d'effectuer de longs trajets à deux en alternance ce qui permettait de



conduire plus longtemps et plus loin, en conformité avec la loi.»

La formation

«Aujourd'hui? Les Pouvoirs publiques s'inquiètent d'une relance économique plus appuyée que prévue, toutes filières confondues et notamment pour le fret, parce que nous manquons de main d'œuvre. Cela se conjugue à 'l'effet confinement' qui a induit des prises de conscience et l'envie pour certains de changer complètement de vie, y compris professionnelle. Ça été le cas dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, du bâtiment et des chauffeurs routiers, tous désirant consacrer plus de temps à leur famille.»

L'évolution du travail

«Le monde du travail aujourd'hui évolue. Les actifs souhaitent conserver des jours de télétravail, veulent vivre plus en famille. Le travail n'est pas récompensé notamment lorsqu'en restant chez soi ou en étant au chômage l'on gagne tout autant. Si l'on compare l'amplitude horaire des personnes qui travaillent à celles qui gagnent le Smic (Salaire minimum de croissance), ces dernières sont mieux payées que les premières. Une des solutions serait de défavoriser très franchement le non-travail et de revaloriser le travail. Nous ne pourrons pas trouver de personnel motivé pour travailler sans une réforme drastique du chômage.»



Ecrit par le 19 avril 2025



Perspectives

«La formation de chauffeurs-routiers va s'intensifier. La problématique ? Le marché reste étroit car même en formant de nouveaux professionnels nous ne pourrons pas répondre à la demande. Autre paramètre ? 100% des chauffeurs formés et reçus n'intègreront pas le métier parce que celui-ci est difficile et réclame un rythme de vie hebdomadaire soutenu. Pour autant, en France, la formation est plutôt très performante.»

Le marché

«La formation a toujours évolué en fonction des réglementations. Celles-ci sont adoptées puis appliquées, notamment dans les examens liés à des titres professionnels, harmonisées en fonction des nouvelles technologies, comme la digitalisation. C'est le cas notamment pour les FCO (Formation continue obligatoire), Fimo (Formation initiale minimale obligatoire), Caces (certificat d'aptitude à la conduite



d'engins en sécurité) car le chauffeur-livreur, notamment d'une PME (petite et moyenne entreprise) peut avoir besoin du volet logistique de sa profession, pour charger et décharger lui-même son camion.»

Prégnante réglementation

«La réglementation évolue sans fin. Le droit d'entrée dans notre secteur de la formation est très compliqué. Nous sommes, sans cesse, audités, contrôlés, certifiés par des agences indépendantes, compilant par ailleurs les agréments. C'est très franco-français car ces certifications ne sont pas demandées à l'étranger et c'est ce qui complique la mise en concurrence, c'est particulièrement vrai dans l'agroalimentaire. Nous collectionnons les normes et les freins ce que ne font pas les autres pays.»

Le bilan

«Nous sommes bloqués par deux systèmes : le recrutement et la fidélisation du personnel. La concurrence fait son marché dans nos rangs alors, pour contrer ce phénomène, nous revalorisons les salaires. Par ailleurs les prix à la pompe grimpent ce qui induit un surcoût lors des heures de conduites... L'autre frein ? L'administration, la réglementation et le déficit du nombre d'inspecteurs. Difficile d'obtenir assez de jours d'examens car nous ne voulons pas que nos récipiendaires attendent trop longtemps pour passer devant l'examinateur et obtenir titres et examens. Notre bilan ? ECF SPS réalise une progression, chaque année, à deux chiffres. 2019 et 2020 ont été de très bonnes années puisque nous sommes passés de 14 à 17M€ de chiffre d'affaires. 2021 s'est révélée excellente au vu des commandes et des marchés sur le point d'arriver puisque nous atteindront les 20M€ de CA.»



Ecrit par le 19 avril 2025



La 'Place de l'emploi et de la formation' s'installe au Pontet le 14 octobre



Ecrit par le 19 avril 2025



Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur a imaginé la 'Place de l'emploi et de la formation' comme un lieu de ressources et d'échanges, animé par un réseau de partenaires et d'entreprises à la rencontre des publics. La prochaine session aura lieu jeudi 14 octobre, de 13h à 17h, 6A avenue Charles de Gaulle au Pontet.

L'idée ? Proposer des solutions d'insertion professionnelle durable, promouvoir les opportunités de formations et faire découvrir les métiers porteurs. Cette initiative hors les murs repose sur des partenariats locaux forts dans le domaine de l'emploi et de la formation (organismes de formation, fédérations professionnelles, associations d'entreprises...) et dans le domaine du social (centres sociaux, CAF, associations de quartier...) pour permettre une information complète des visiteurs.

Quatre espaces

Cette rencontre se compose de quatre espaces distincts. Un premier espace orientation et formation 'Même sans le bac, je peux !' vise à découvrir les métiers qui recrutent grâce aux casques de réalité virtuelle qui permettent une immersion au cœur des secteurs, les formations accessibles et faire le point sur ses compétences. Deux chantiers d'insertion viendront faire découvrir leurs métiers : la couture avec 'Au fil de soi' et la restauration de meubles avec la 'Ressourcerie le Grand R'.



L'espace accompagnement propose lui un appui aux techniques d'entretien, à la création de CV et de lettre de motivation. Des ateliers coaching en image, relooking et portraits pour CV seront également proposés. L'espace numérique vise à valoriser les métiers du numérique et favoriser l'inclusion numérique. Un espace job dating permet enfin aux entreprises et aux candidats de se rencontrer autour d'opportunités locales.

Les prochaines dates à découvrir en cliquant ici.

L.M.

Artisanat : il y a eu davantage d'apprentis en Vaucluse en 2020



Ecrit par le 19 avril 2025



Malgré le Covid on a dénombré 1 690 apprentis dans le secteur de l'artisanat en Vaucluse en 2020. Un chiffre en hausse de 2% par rapport à l'année scolaire précédente 2018/2019. Au niveau régional, la nouvelle édition du baromètre ISM (Institut Supérieur des Métiers)-MAAF de l'artisanat fait également apparaître une hausse moyenne de 2% sur la même période. C'est le département des Hautes-Alpes qui enregistre la plus forte hausse (+6 %), devant les Alpes-Maritimes (+5%), les Bouches-du-Rhône (+3%), les Alpes-de-Haute-Provence (+2%) et le Var (-3%)

Deuxième département de France en nombre d'apprentis de l'artisanat, les Bouches-du-Rhône concentre le plus grand nombre d'apprentis de la région (4 480). En tout, en 2020 la région Provence-Alpes-Côte d'Azur totalisait 12 230 sur les 153 300 apprentis de l'Hexagone.

« Après une relative stabilisation des effectifs en 2018-2019, le nombre d'apprentis de l'artisanat augmente significativement dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2019-2020, constate Marielle Vo-Van Liger, directrice marketing et communication MAAF. Le secteur, de par sa grande variété de métiers, attire de nombreux jeunes désireux de développer un savoir-faire aux côtés de professionnels qualifiés mais également, et de plus en plus, les individus en reconversion. Une dynamique



encourageante permise par les campagnes de promotion de l'apprentissage menées depuis plusieurs années pour redorer le blason d'une formation trop longtemps délaissée et dévalorisée. »

Nombre d'apprentis par département en 2019/2020 avec l'évolution par rapport à l'année scolaire 2018/2019.

Le BTP et la coiffure

Dans la région, les effectifs augmentent dans la plupart des secteurs au premier rang desquels le secteur du BTP qui enregistre une hausse de 4% (5 320 apprentis). Dans les secteurs de l'artisanat de l'alimentation et des services, ils enregistrent des hausses respectives de +3% (2 180 apprentis) et +1% (3 830). Seul l'artisanat de fabrication enregistre une baisse de -5% de ses effectifs en apprentis (900). Par ailleurs, en effectif ce sont les métiers de la coiffure et du jardinage qui attirent traditionnellement le plus grand nombre d'apprentis dans la région. En nombre d'apprentis, les cinq premiers diplômes préparés sont les CAP métiers de la coiffure (730 apprentis), les BP coiffure (690 apprentis), les CAP jardinier/paysagiste (550 apprentis), les CAP pâtissier (550 apprentis) et les CAP monteur en installations sanitaires (510 apprentis). Il s'agit de diplômes pouvant être préparés dès la sortie du collège, à l'occasion d'une réorientation et d'un second parcours mais aussi, pour les demandeurs d'emploi, lors d'une reprise de formation.

Des taux d'emploi supérieurs

Quel que soit le secteur, pour la grande majorité des apprentis de l'artisanat, l'insertion professionnelle se fait dans les 6 mois suivants la formation : 64 % des apprentis sont ainsi en emploi 6 mois après l'obtention de leur diplôme. C'est dans l'artisanat de fabrication que le taux d'emploi est le meilleur (69%) : les apprentis de ce secteur sortent en effet généralement avec un niveau de diplôme plus élevé. A titre de comparaison, seuls 40 % des étudiants qui se forment aux mêmes diplômes par la voie scolaire classique ont trouvé un emploi 6 mois après la fin de leur formation. Au moment de l'embauche, l'entreprise donne bien souvent l'avantage à l'ex-apprenti qui possède déjà une expérience du métier et, plus généralement, du monde professionnel.

« Dans le contexte de la difficile insertion professionnelle des jeunes, que la crise sanitaire est venue aggraver, les ex-apprentis possèdent un avantage indéniable, explique Catherine Elie, directrice des études et du développement économique de l'ISM. Leurs profils sont très plébiscités par les employeurs, de plus en plus regardants sur les expériences professionnelles passées de leurs potentielles nouvelles recrues ainsi que sur leur connaissance du monde du travail. Avec un taux d'emploi à 77 %, ce sont les ex-apprentis avec le niveau de diplôme le plus élevé – Brevet Professionnel, Brevet Technique des Métiers, BTS et supérieur – qui sont les plus avantagés. À noter que l'état du marché influe également significativement sur les débouchés : dans certaines spécialités très recherchées (ambulancier, couvreur ou bien encore boucher), le taux d'emploi est très élevé, pouvant atteindre 90%! »

L.G.



Sorénis distinguée par l'AG2R Paca pour la 'Meilleure initiative intergénérationnelle'

AG2R La Mondiale Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de remettre, pour la 1^{re} édition, les trophées régionaux des initiatives sociales et solidaires. L'un des lauréats est Sorénis, entreprise Vauclusienne saluée pour son concept de résidence intergénérationnelle située à Entraigues-sur-la-Sorgue.

L'AG2R la Mondiale vient de récompenser 4 initiatives sociales et solidaires de Paca, avec, parmi elles, la société Sorénis pour le prix 'Meilleure initiative intergénérationnelle' pour le projet de <u>résidence intergénérationnelle</u> Julien Lauprêtre, 30 route de Sorgues à Entraigues-sur-la-Sorgue.' Le jury a récompensé les 4 lauréats avec, chacun, une dotation financière de 7 000 €, une enveloppe budgétaire de 1 500 € pour développer sa communication et un accompagnement au développement de 2 jours par un consultant.

Le concept?

Le concept est signé Corinne Ettouati, directrice générale de <u>Sorénis</u> pour des logements intergénérationnels adaptés aux locataires, avec la création d'usages partagés pour créer du lien et de l'entraide au sein des bâtiments tout en émaillant un écosystème avec l'extérieur. Ça commence au sein des bâtiments avec la création d'une Maison partagée -un appartement- accessible à tous selon des horaires et proposant un espace informatique, jeux, accès aux animations, activités diverses, cuisine, aide aux devoirs, un salon de jeux et TV... Et l'idée ne s'arrête pas là puisqu'il s'agit aussi de bâtiments conçus proches ou en cœur de ville afin d'inclure les usagers des bâtiments à la ville ou au village avec les commerces et services de proximité, des aménagements bien pensés comme des trottoirs plans, des passages piétons permettant aux habitants, familles, enfants, seniors d'accéder à la ville à pied, en sécurité.

La Maison partagée propose à toutes les générations de se retrouver pour l'aide aux devoirs, apprendre à se servir d'un ordinateur et à naviguer sur le Web, faire de la cuisine, pratiquer de gym douce, jouer aux boules dehors, faire le potager, comme en famille...

Les prix

Prix de la 'Meilleure initiative de coopération territoriale entre association et entreprise' a été décerné à l'association 60 000 rebonds Sud pour le projet 'Parcours envol et élan ou la dynamique de rebond entrepreneurial et salarial'. Les entrepreneurs du Club des entreprises du rebond et les bénévoles aident des hommes et des femmes devant faire face à un échec entrepreneurial à se reconstruire sur le plan personnel et ainsi à rebondir vers un nouveau projet professionnel. Plus d'infos <u>ici</u>.



Prix de la 'Meilleure initiative bénévole' a été attribué à l'association Habitat et Humanisme Alpes-Maritimes pour le projet 'Résident bénévole'.

L'association a mis place des relais résidents au sein des immeubles où elle détient plusieurs logements. Ces derniers ont pour principale mission de favoriser la convivialité et l'entraide. Plus d'infos <u>ici</u>.

Le Prix 'Coup de cœur' a été décerné à LVD Energie pour le projet 'L'îlot'.

L'îlot est une unité d'hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales dont les logements ont été créés à partir de containeurs maritimes. Plus d'infos ici.

En savoir plus

Dans le cadre de son engagement sociétal, Ag2r la mondiale, spécialiste de la protection sociale et patrimoniale en France, a lancé en octobre 2020 les Trophées régionaux des initiatives sociales et solidaires dans toutes les régions métropolitaines et en Guyane afin de récompenser des actions concrètes permettant de développer des solidarités de proximité et le lien social, dans les territoires. Cette première remise des prix s'est faite en présence de Caroline Bruynoghe, Directeur régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse et de Magali Minamba, Responsable Développement des Activités sociales.

Les articles Sorenis déjà publiés ici et ici.

Elections aux Chambres de Métiers et de l'artisanat, U2P présente sa liste 'La voix des artisans'

Les élections aux Chambres de métiers et de l'artisanat auront lieu du 1^{er} au 14 octobre 2021. Pour l'occasion, l'U2P Vaucluse La voix des artisans -Union des entreprises de proximité- et l'ensemble des organisations membres de l'artisanat ont dévoilé leur bilan ainsi que les 35 noms qui porteront l'artisanat en Vaucluse. Yannick Mazette, Valérie Coissieux et Philippe Herzog sont également têtes de liste en Région Paca.

Ils se sont rassemblés pour porter haut et fort la voix de l'artisanat à l'orée des élections départementales et régionales des Chambres de métiers et de l'artisanat. Qui ? L'U2P représentée par sa tête de liste : Yannick Mazette, Valérie Coissieux et Philippe Herzog, entourés de leurs alliés : la Capeb (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment), la CGAD (Confédération générale de l'alimentation



en détail) et les Cnams (Confédération nationale de l'artisanat des métiers de service et de fabrication). Pour convaincre, car s'ils sont la première liste à entrer en campagne -d'autres sortiront bientôt du bois-, ils ont présenté leur bilan et surtout les 35 membres qui se battront au quotidien pour faire avancer l'artisanat en Vaucluse ainsi qu'à la région.

Différenciation

«Les listes U2P Vaucluse -La voix des artisans sont composées d'artisans issus de tous les métiers de l'artisanat qui se mettront au service exclusif des artisans à la différence des listes des organisations concurrentes comme les fédérations du Medef et de la CPME qui défendent des entreprises de plus grande taille aux intérêts contraires à ceux des entreprises artisanales,» certifie Yannick Mazette, tête de liste de l'U2P La voix des artisans, artisan boulanger et pâtissier à l'Isle-sur-la-Sorgue.

En lice

U2P La voix des artisans aura à se battre face à deux listes issues du Medef (Mouvement des entreprises de France) et de la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises).

Physionomie de l'artisanat

Le département accueille plus de 34 210 entreprises artisanales sur les 333 640 présentes en Paca, soit 65% des entreprises du secteur marchand. 24% sont des professions libérales techniques et du cadre de vie ; 23% sont des artisans du BTP ; 17% sont des professionnels libéraux de la santé ; 15% œuvrent dans les services ; 8% en hôtellerie restauration ; 6% en artisanat et commerce d'alimentation et 5% dans la fabrication.

Feuille de route

U2P La voix des artisans a pris 7 engagements : 1 Assurer un service de proximité à chaque artisan, au plus près de son lieu d'activité, en toute circonstance ; 2 Tendre à la simplification des formalités administratives, notamment en défendant la déclaration unique et simplifiée pour toutes les administrations ; 3 Garantir une offre de formation initiale et continue adaptée aux besoins des entreprises ; 4 Faciliter l'accès aux marchés publics et faire la promotion de la consommation locale ; 5 Renforcer l'accompagnement des porteurs de projets et créateurs repreneurs en facilitant également les transitions écologique et numérique ; 6 Défendre les aménagements commerciaux et urbains ; 7 Refuser la fusion des Chambres de métiers et de l'artisanat avec les Chambres de commerce et d'industrie.

Ils ont dit

André Bendano



André Bendano, président de l'U2P Provence-Alpes Côte d'Azur

«Les petites entreprises représentent 95% du tissu économique de toute la région Paca, cela veut dire que sans toutes ces petites entreprises l'économie ne se ferait pas. Nous sommes toujours mobilisés sur les conséquences de la crise sanitaire et économique et nous nous engageons dans les élections confiants et déterminés. Les entreprises de proximité ont repris la place qui est la leur. Ce sont les petites entreprises qui ont sauvé l'économie pendant cette crise et nous, U2P et Chambre des métiers et de l'artisanat avons soutenu chacun de nos adhérents. Nous présentons 210 candidats à ces élections issues de tous les métiers des territoires et de chaque bassin économique. Nous portons un programme pour tous les artisans conçu par les artisans.»

Yannick Mazette

Yannick Mazette, tête de liste U2P Vaucluse aux élections départementales et régionales

«La Chambre de métiers et de l'artisanat est gouvernée par des artisans et pour les artisans. Les Chambres contribuent à préserver un patrimoine précieux, nos entreprises, des savoir-faire qui constituent notre culture, notre identité, le développement équilibré de l'espace et l'avenir de nos sociétés en s'appuyant sur des entreprises créatrices d'emploi, pourvoyeuses de services de proximité et de lien social. Les enjeux auxquels nous sommes confrontés ? Rééquilibrer le phénomène de mondialisation, proposer une offre de produits et services de qualité valorisant les circuits courts indispensables à la préservation de l'environnement. La France accueille 1,7 million d'entreprises artisanales, environ 20 000 en région et 34 210 en Vaucluse. L'enjeu de représentation est donc important.»



Ecrit par le 19 avril 2025



Cathie Clota

Cathie Clota présidente de l'U2P Vaucluse

«Les 34 210 entreprises de Vaucluse et les 333 640 de Paca ont globalement bien résisté à la crise sanitaire, d'une part grâce aux aides mises en place par l'U2P nationale comme le fonds de solidarité, le prêt garanti par l'Etat (PGE) ainsi que les aides de la Région Sud. Les entreprises se sont remises en question et ont innové pour trouver des solutions. Les voyants sont au vert, les chiffres en progression. Les difficultés ? Elles sont de l'ordre de la mise en place du Pass sanitaire dans certaines professions, entraînant des baisses de fréquentation et donc du chiffre d'affaires ; l'obligation vaccinale notamment auprès du personnel ; des difficultés accrues en terme de recrutement ; ou de l'adéquation du niveau de formation aux besoins de nos entreprises. C'est la raison pour laquelle nous aurons besoin d'une Chambre de métiers forte et proche des artisans.»



Les victoires de l'U2P Vaucluse ?

«Nous nous étions fixés d'être plus visibles, a repris Cathie Clota, notamment auprès des partenaires, parlementaires, de la préfecture, de la Direccte (Direction départementale de l'emploi, du travail et de solidarités de Vaucluse), d'être plus présents sur le terrain. Nous avons demandé à ce que les produits non-essentiels des grandes surfaces ne soient pas accessibles par souci d'équité puisque nous ne pouvions plus, nous-mêmes, les proposer ainsi que la fermeture des galeries marchandes de plus de 20 000m2 alors que, de notre côté, nous étions astreints à la distanciation sociale dans nos petites surfaces. Enfin, nous avons atteint notre objectif de faire reconnaître que nous portons, au quotidien, l'économie de proximité qui est l'économie du réel.»

Valérie Coissieux

Valérie Coissieux, présidente de la Cnams Vaucluse (Confédération nationale de l'artisanat des métiers de service et de fabrication) et tête de liste U2P

«Ce qui nous rassemble ? C'est le partage et la passion. Je représente les 37 familles de la Cnams et j'invite les entreprises de l'artisanat à voter l'U2P la voix des artisans.»

Philippe Herzog

Philippe Herzog, vice-président de la Capeb Vaucluse (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) et tête de liste U2P

«La Capeb en Vaucluse représente plus de 9 000 entreprises, 7 métiers et souhaite représenter et promouvoir l'artisanat auprès de toutes les instances. Notre 2° axe sera de défendre la formation et la qualification au sein des entreprises et auprès des artisans.»

Thierry Despeisse, président de la CGAD Vaucluse (Confédération générale de l'alimentation en détail)

«Nous représentons 3 000 entreprises et 9 000 actifs. Nous voterons l'U2P la Voix des artisans.»

L'U2P en chiffres

L'Union des entreprises de proximité en France ce sont 3 millions d'entreprises -soit les 2/3 des entreprises françaises ; 250 000 apprentis -soit un contrat d'apprentissage sur 2 en France- ; 400 métiers représentés ; 120 organisations professionnelles nationales et un tissu économique où 1 chef d'entreprise sur 3 est une femme.

Tous les candidats de la liste

Les candidats de l'U2P Vaucluse La voix des artisans sont : 1 Yannick Mazette, Alimentaire, Pâtissier à



l'Isle-sur-la-Sorque; 2 Valérie Coissieux, Services, Coiffeuse à Avignon; 3 Philippe Herzog, Bâtiment, plombier- chauffagiste à Avignon. 4 Pierre Bonnet-Bruna Fabrication, mécanique à Sarrians ; 5 Najet Kandoussi Alimentaire, boulangerie pâtisserie à Avignon ; 6 Didier Garcia, Bâtiment peinture et plâtre au Thor; 7 Corinne Mallet, Fabrication, sellier garnisseur à Sarrians; 8 Didier Roger, Services coiffure à Avignon; 9 Jean-Christophe Mamalet, Alimentation, restauration à Avignon; 10 Pascale Solis, Bâtiment, maçonnerie générale à Courthézon ; 11 Isabelle Figuière, Services, taxis à Pertuis ; 12 Sandrine Cibrario, Fabrication, fabrication de vêtements sur mesure à Morières-lès-Avignon ; 13 Rabah Otmani, Bâtiment, maçonnerie générale au Pontet ; 14 Catherine Clota service, taxis à Pernes-les-Fontaines ; 15 Laurent Brunet, Alimentation, boucherie charcuterie à Carpentras ; 16 Olivier Roignau, Bâtiment, peinture revêtement des sols à Morières-lès-Avignon ; 17 Sabrina Gervais, Fabrication, fabrication de linge de maison à Cavaillon; 18 Yann Gourhan, Services, fleuriste au Pontet; 19 Nadir Hadj Hacène, Bâtiment, plomberie chauffagiste à Montfavet ; 20 Audrey Llorca-Rubira, Alimentation, fabrication de plats cuisinés à Sorgues ; 21 Annie-Marie Corda, Services, coiffure à Althen-des-Paluds ; 22 Frédéric Busca, Bâtiment, maçonnerie générale à Sarrians ; 23 Nathalie Berthet, Services, Coiffure à Mornas ; 24 Jérôme Roland, Alimentation, pâtisserie au Pontet ; 25 Grégory Clota, Bâtiment, maçonnerie générale à Saint-Saturninlès-Avignon; 26 Nicolas Pommier, Alimentation, boulangerie Pâtisserie à Bollène; 27 Jean-Marc Recol, Services, taxis à Avignon ; 28 Philippe Rico, Bâtiment, maçonnerie générale à Lapalud ; 29 Sandy Zamora, Service, Coiffure à Sorgues ; 30 Séverine Gamba, Services, esthétique onglerie à Entraigues-surla-Sorgue; 31 Jean-Claude Rancurel, Bâtiment, installation de chauffage à Violès; 32 Jean-Philippe Dupré, Alimentation, boulangerie-pâtisserie à Avignon ; 33 Cyrielle Toreau, Fabrication, création fabrication textile à Jonquières ; 34 Jean-Daniel Colleman, Bâtiment, peinture revêtement des sols à Avignon; 35 Sandrine Haxaire, Services, Coiffure, Isle-sur-la-Sorgue.

Les chiffres des Chambres des métiers et de l'artisanat en France

3,1 millions d'actifs ; 1,3 millions d'entreprises artisanales ; 260 000 porteurs de projets informés et orientés chaque année ; 140 000 apprentis formés chaque année dont 80% intègreront, dans les 6 mois, un emploi à l'issue de leur formation ; 75 000 entreprises artisanales informées et accompagnées chaque année ; 800 opérations de développement de l'artisanat en partenariat avec les collectivités territoriales ; 450 études économiques et territoriales sur la situation des entreprises artisanales. La France accueille 1,7 million d'artisans.

Chambres de métiers et de l'artisanat, rôle et missions

Elles représentent les intérêts généraux de l'artisanat, lui donne place et visibilité dans la société l'économie, accompagnent la structure et le développent les entreprises du secteur, leur apportant aide et proximité, également pour l'accomplissement des formalités nécessaires. Les CMA participent à la formation des chefs d'entreprise, aux conjoints collaborateurs et aux apprentis, notamment via les Universités régionales de métiers et de l'artisanat (Urma) et les Centres de formation des apprentis (CFA).



Le vote

Les élus sont des artisans choisis par leurs collègues lors d'une consultation électorale. Pour se présenter et être élus ils doivent être chefs d'entreprises, dirigeants sociaux, dont la structure est immatriculée au répertoire des métiers depuis au moins deux ans à la date de clôture du scrutin âgés de moins de 65 ans. Le scrutin se fait par voie électronique ou par correspondance au domicile de l'électeur.

Foot Locker recrute en Paca





L'enseigne <u>Foot Locker</u> qui possède 620 magasins en Europe poursuit sa stratégie de développement. 13 postes de conseiller-vente en alternance sont proposés dans les boutiques du sud, notamment à Avignon.

L'entreprise a confié à <u>CNPC sport</u> le soin de recruter et former les futurs talents qui intègreront les points de vente pour faire carrière au sein de l'enseigne. Foot Locker a donc fait le choix de l'apprentissage pour former ses futurs managers. Les étudiants sélectionnés intègreront le programme de formation en alternance: responsable développement commercial et marketing sport (bac+3).

La pédagogie correspond à la culture sneaker, lifestyle, streetwear et enrichit les compétences nécessaires. Egalement accessible en bac+2, ce cursus apporte les fondamentaux pour se former et intégrer un poste de manager évolutif sur des fonction stratégiques en commerce, management, marketing chez les marques ou les enseignes. Celui-ci est validé par un titre RNCP de niveau 6. La formation se déroulera dès le 4 octobre sur le campus <u>CNC Sport de Miramas.</u>

L.M.

Plus de 35 millions de m3 d'eau manquent en été en Paca



Ecrit par le 19 avril 2025



En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 21 bassins versants et nappes souterraines sont en déficit d'eau. 5 départements sur les 6 de la région ont pris des arrêtés sécheresse en 2020.

A l'occasion de sa journée d'échanges sur le partage de l'eau, l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a réuni plus de 200 participants (collectivités, représentants du monde agricole et économique) pour faire le point sur la disponibilité en eau dans le sud du bassin Rhône-Méditerranée et sur les stratégies adoptées pour gérer collectivement une ressource en tension. Des plans de gestion de la ressource en eau (PGRE) sont très largement engagés, en concertation avec tous les usagers de l'eau. Ils les incitent en priorité à économiser l'eau.

Des ressources inégales

Les études révèlent un manque d'environ 35 millions de m3 pour satisfaire l'ensemble des usages sur ces territoires et laisser un débit suffisant dans les rivières pour préserver la qualité de l'eau et la vie biologique.

La ressource en eau est relativement abondante en Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais très inégalement répartie. Les 2/3 proviennent du système Durance-Verdon qui fournit les secteurs moins dotés comme le



littoral (Marseille, Toulon) grâce aux grands aménagements hydrauliques, tel que le canal de Provence. Mais ils ne peuvent suffire à satisfaire en permanence l'ensemble des besoins en eau.

En cas d'inaction, avec le dérèglement climatique et la croissance démographique (d'ici 2030, une augmentation de la population de 500 à 600 000 habitants est prévue – source Insee), les situations de crise vont se multiplier. A l'horizon 2050-2070, le débit moyen des principales rivières de France devrait diminuer d'au moins 10 à 40 %.

Agir collectivement

Pour éviter de dégrader l'état des rivières et des nappes, il faut gérer collectivement la ressource en eau. Construits en concertation entre l'ensemble des usagers du territoire, ces projets de territoire visent à garantir un partage équilibré entre les besoins des différents usages (eau potable, irrigation, industrie...) tout en laissant un volume d'eau suffisant dans les rivières et les nappes pour leur bon fonctionnement et leur bon équilibre. Le Territoire de PACA compte désormais 19 plans de gestion de la ressource en eau, déjà adoptés ou en cours d'adoption sur les 21 à élaborer. Cela représente un gain potentiel de 35 millions de m³ d'eau économisés ou substitués.